

UTI GROUP SA

au capital de 1 771 747,20 €

68 rue de Villiers

92352 LEVALLOIS PERRET

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 12 2017

Saint Honoré BK&A
140, rue du Faubourg Saint-honoré
75008 Paris

IGREC
50, rue Copernic
75116 Paris

UTI GROUP

Société Anonyme
68 rue de Villiers
92352 LEVALLOIS PERRET

**Rapport des Commissaires aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 12 2017

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société UTI GROUP S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS – POINTS CLES DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation

Risque identifié

Les titres de participation, figurant au bilan au 31 décembre 2017 pour un montant net de 3.455.116 euros, représentent un des postes les plus importants du bilan. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité représentant ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir si elle avait à les acquérir.

Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe, la valeur d'utilité est estimée par la direction sur la base de leur niveau de rentabilité et de leurs prévisions d'activité.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres requiert l'exercice du jugement de la Direction dans son choix des éléments à considérer, notamment les éléments prévisionnels (flux de trésorerie futurs actualisés tenant compte des perspectives de rentabilité).

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments, notamment la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.

Notre réponse

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont notamment consisté à :

- obtenir les prévisions de flux de trésorerie des entités concernées établies par les directions opérationnelles, et apprécier leur cohérence avec les données prévisionnelles issues des derniers plans stratégiques, établis sous le contrôle de la Direction générale pour chacune de ces activités et approuvées, le cas échéant, par le Conseil d'administration ;
- apprécier la cohérence des hypothèses retenues, notamment, le taux de croissance des flux projetés et, vérifier le taux d'actualisation appliqué dans ses différentes composantes.

Enfin nous avons vérifié le caractère approprié des informations données en note 1.2 de l'annexe aux comptes annuels.

Evaluation du fonds de commerce

Risque identifié

Dans le cadre de son développement, UTI GROUP a réalisé des opérations de croissance externe ciblées et a comptabilisé plusieurs fonds commerciaux correspondants à l'actif de son bilan.

La direction s'assure lors de chaque exercice que la valeur comptable de ces fonds commerciaux, figurant au bilan pour un montant de 9,3 millions d'euros, n'est pas supérieure à leur valeur recouvrable et ne présente pas de risque de perte de valeur. Or, toute évolution défavorable des rendements attendus des activités auxquelles ces fonds commerciaux ont été affectés, en raison de facteurs internes ou externes par exemple liés à l'environnement économique et financier dans lequel l'activité opère, est de nature à affecter de manière sensible leur valeur recouvrable et à nécessiter la constatation d'une dépréciation. Une telle évolution implique de réapprécier la pertinence de l'ensemble des hypothèses retenues pour la détermination de cette valeur ainsi que le caractère raisonnable et cohérent des paramètres de calcul.

Les modalités du test de dépréciation mis en œuvre et le détail des hypothèses retenues sont présentés en note 3.3. En ce qui concerne l'activité UTI GROUP, la valeur recouvrable a été déterminée par référence à la valeur d'utilité calculée à partir de la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus du groupe d'actifs composant l'activité.

La détermination de la valeur recouvrable des fonds commerciaux de l'activité d'UTI GROUP, qui représentent un montant particulièrement significatif, repose sur le jugement de la direction,

s'agissant notamment du taux de croissance retenu pour les projections de flux de trésorerie et du taux d'actualisation qui leur est appliqué.

Nous avons donc considéré l'évaluation des fonds commerciaux de l'activité d'UTI GROUP comme un point clé de l'audit.

Notre réponse

Nous avons examiné la conformité de la méthodologie appliquée par la société aux normes comptables en vigueur.

Nous avons également effectué un examen critique des modalités de mise en œuvre de cette méthodologie et vérifié notamment :

- l'exhaustivité des éléments composant la valeur comptable du groupe d'actifs relatif à l'activité d'UTI GROUP testée et la cohérence de la détermination de cette valeur avec la façon dont les projections des flux de trésorerie ont été déterminées pour la valeur d'utilité ;
- le caractère raisonnable des projections de flux de trésorerie par rapport au contexte économique et financier dans lequel opère l'activité d'UTI GROUP et la fiabilité du processus d'établissement des estimations en examinant les causes des différences entre les prévisions et les réalisations ;
- la cohérence de ces projections de flux de trésorerie avec les dernières estimations de la direction ;
- la cohérence du taux de croissance retenu pour les flux projetés avec les analyses de marché ;
- le calcul du taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie estimés attendus de l'activité d'UTI GROUP en vérifiant que les différents paramètres d'actualisation composant le coût moyen pondéré du capital du groupe d'actifs composant l'activité d'UTI GROUP (taux d'endettement, taux sans risque, prime de marché, beta de l'actif économique, prime de risque « spécifique » et coût de la dette) permettaient d'approcher le taux de rémunération que des participants au marché exigeraient actuellement d'une telle activité ;
- l'analyse de sensibilité de la valeur d'utilité effectuée par la direction à une variation des principales hypothèses retenues.

Enfin nous avons vérifié que la note 3.3 donnait une information appropriée.

IV - VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ACTIONNAIRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés au Conseil d'administration sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration de la société sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

V - INFORMATIONS RESULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société UTI GROUP par l'Assemblée générale du 26 mai 2009, pour le cabinet Saint Honoré BK&A et du 15 mai 2000 pour le cabinet IGREC.

Au 31 décembre 2017, le cabinet Saint Honoré BK&A était dans la 9^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet IGREC dans la 18^{ème} année, dont respectivement 9 et 17 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

VI - RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle

estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VII - RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES AL'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration

Nous remettons un rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris, le 26 avril 2018

Les Commissaires aux Comptes

Saint Honoré BK&A



Frédéric Burband

IGREC



Rose Guagliardo



COMPTES ANNUELS au 31/12/2017

**UNION TECHNOLOGIES INFORMATIQUE
(UTI GROUP)
Société anonyme au capital de 1 771 747 euros
Siège social : 68, rue de Villiers
92 532 LEVALLOIS PERRET CEDEX**

**RCS Nanterre 338 667 082
Code APE 6202 A – Siret 338 667 082 00048**

■ **COMPTES ANNUELS**

➤ **Bilan**

➤ **Compte de résultat**

➤ **Annexe**

UTI GROUP

en Euro

ACTIF	Brut	Amort./Prov.	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche & de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	389 486	-372 971	16 514	4 382
Fonds commercial	24 994 160	-15 685 160	9 309 000	9 309 000
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes/immo. Incorp.				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	0	0	0	0
Inst. Techn. mat. et out. industriels	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	915 015	-828 075	86 940	110 719
Immobilisations en cours				
Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées				
Autres participations	4 818 116	-1 363 000	3 455 116	3 455 116
Créances rattachées à des particip.				
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	740 850	0	740 850	704 152
Autres immobilisations financières	100 443	0	100 443	94 355
ACTIF IMMOBILISÉ	31 958 070	-18 249 207	13 708 863	13 677 723
Stocks et en cours				
Matières premières & autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances & acomptes sur commandes				
Créances				
Clients comptes rattachés	1 093 709	-113 818	979 891	795 222
Autres créances	1 353 981	0	1 353 981	1 285 440
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	19 673	0	19 673	14 018
Disponibilités	353 971		353 971	142 148
Charges constatées d'avance	176 943		176 943	173 004
ACTIF CIRCULANT	2 998 278	-113 818	2 884 460	2 409 831
Comptes de régularisation				
TOTAL ACTIF	34 956 347	-18 363 025	16 593 323	16 087 555

UTI GROUP

en Euro

PASSIF	31/12/2017	31/12/2016
Capital		
Capital social (dont versé : 1 771 747 €)	1 771 747	1 731 747
Primes d'émission, de fusion, d'apport...	2 700 446	2 632 446
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale	173 175	173 175
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	0	0
Résultat		
Report à nouveau	1 340 701	614 038
Résultat de l'exercice (Bénéfice ou Perte)	1 062 895	726 663
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	7 048 963	5 878 069
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	650 000	400 000
Provisions pour charges	0	1 130 932
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	650 000	1 530 932
Emprunts		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	300 500	300 500
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	274 793	341 411
Emprunts et dettes financières divers	2 297 018	2 205 263
Fournisseurs et autres dettes		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 062 890	2 142 523
Dettes fiscales et sociales	3 609 037	3 275 833
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	350 120	380 779
Produits constatés d'avance	0	32 245
DETTES	8 894 359	8 678 554
Comptes de régularisation		
TOTAL PASSIF	16 593 323	16 087 555

<i>Résultat de l'exercice en centimes</i>	1 062 894,62	726 662,72
<i>Total du bilan en centimes</i>	16 593 322,56	16 087 554,73

UTI GROUP

en Euro

Compte de résultat	31/12/2017			31/12/2016
	France	Exportation	Total	Total
Ventes marchandises	0	0	0	0
Production vendue de biens				
Production vendue de services	23 866 081	11 349	23 877 430	24 355 666
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	23 866 081	11 349	23 877 430	24 355 666
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			0	0
Reprise sur amortissements & provisions transfert de charges			131 086	163 400
Autres produits			69 186	26 684
Total des produits d'exploitation			24 077 702	24 545 750
Achats marchandises			0	0
Variation de stock marchandises				
Achats matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières & approvisionnement)				
Autres achats et charges externes			8 975 074	10 363 307
Impôt, taxes et versements assimilés			521 496	466 620
Salaires et traitements			10 091 084	8 856 989
Charges sociales			4 546 807	4 010 664
Dotations aux amortissements sur immobilisations			52 138	47 130
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			0	0
Dotations d'exploitation aux provisions pour risques et charges			375 000	45 000
Autres charges			65 191	32 131
Total charges d'exploitation			24 626 789	23 821 840
RESULTAT D'EXPLOITATION			-549 087	723 910
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers de participations			370 770	358 742
Produits des autres valeurs mobilières & créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts & produits assimilés			17 029	6 866
Reprises sur provisions & transfert de charges			0	0
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de V.M.P.				
Total des produits financiers			387 799	365 608
Dotations financières aux amortissements & provisions			0	0
Intérêts & charges assimilés			81 825	87 433
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de V.M.P.			4 736	3 349
Total des charges financières			86 561	90 782
RESULTAT FINANCIER			301 238	274 826
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-247 849	998 736

UTI GROUP*en Euro*

Compte de résultat	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	50 700	349 414
Reprises sur provisions & transferts de charges	1 130 932	533 328
Total produits exceptionnels	1 181 632	882 742
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 406	1 532
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	28 102	697 505
Dotations exceptionnelles aux amortissements & provisions	0	0
Total charges exceptionnelles	32 509	699 037
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 149 123	183 705
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	0	0
Impôts sur les bénéfices	-161 620	455 778
TOTAL DES PRODUITS	25 647 134	25 794 100
TOTAL DES CHARGES	24 584 239	25 067 437
BENEFICE OU PERTE	1 062 895	726 663

Annexe

REGLES ET METHODES COMPTABLES	89
1°) REGLES ET METHODES COMPTABLES	89
1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles	89
1.2 Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement	910
1.3 Créances et dettes	910
1.4 Primes de remboursement des obligations	910
1.5 Opérations en devises	910
1.6 Provisions pour risques	1011
1.7 Indemnité de départ à la retraite	1011
1.8 Emprunt obligataire	1011
1.9 Intégration fiscale	1112
2°) FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS	1112
2.1 Contrôle fiscal	1112
2.2 Renouvellement de la certification ISO 9001	1112
2.3 Augmentation de capital.....	1213
2.4 Evènement postérieur à la clôture de l'exercice	1213
COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT	1314
3°) ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE	1314
3.1 Actif immobilisé	1314
3.2 Titres de participation	1314
3.3 Fonds de commerce	1315
4°) ETAT DES AMORTISSEMENTS	1415
5°) ETAT DES PROVISIONS	1516
6°) ETAT DES ECHEANCES	1617
7°) ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN	1718
8°) FONDS COMMERCIAL	1718
9°) PRODUITS A RECEVOIR	1718
10°) CHARGES A PAYER	1819
11°) CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	1920
12°) DETAIL DES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS	2021
13°) COMPOSITION DU CAPITAL.....	2021
14°) ACTIONS PROPRES.....	2122
16°) AUTRES PRODUITS	2324
17°) VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES	2324
18°) CREDIT BAIL	2324
ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	2526
19°) ENGAGEMENTS FINANCIERS.....	2526
20°) ACCROISSEMENT ET ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT	2526
21°) REMUNERATION DES DIRIGEANTS	2627
22°) EFFECTIF MOYEN	2627
23°) LISTES DES FILIALES ET PARTICIPATIONS.....	2728
24°) PLAN DE STOCK OPTIONS	2829
25°) PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE	2829
26°) EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES	2930
27°) IDENTITE DE LA SOCIETE MERE	2930

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les montants sont en € dans l'annexe sauf indications contraires

1°) REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice comptable à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La préparation des comptes annuels nécessite la prise en compte par les dirigeants d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses. Ces hypothèses sont déterminées sur la base de la continuité d'exploitation en fonction des informations disponibles à la date de leur établissement. A chaque clôture, ces hypothèses et estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ont évolué ou si de nouvelles informations sont à disposition des dirigeants. Il est possible que les résultats futurs diffèrent de ces estimations et hypothèses.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

1.1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées des éléments suivants :

- logiciels et licences : amortis de 1 an à 3 ans, linéaire,
- fonds commerciaux : non amortis.

Les éléments inscrits en fonds de commerce ont été soit reçus en apport suite à des fusions, soit acquis par la société. La répartition en est donnée en point 8 des présentes annexes.

Les fonds de commerce font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

La valeur d'utilité est estimée en fonction des flux de trésorerie futurs

1.1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de réelle d'utilisation :

- installations générales : 5 à 10 ans linéaire
- matériel de bureau et informatique : 3 à 8 ans linéaire
- mobilier : 2 à 5 ans linéaire
- matériel de transport : 2 à 5 ans linéaire

1.2 Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur d'utilité à la date de clôture.

La valeur d'utilité repose sur la détermination et l'actualisation des cash flows générés par l'activité. Ces calculs reposent sur des prévisions budgétaires établis au niveau de chaque filiale.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur de sortie des titres cédés a été déterminée selon la méthode "premier entré - premier sorti".

Les actions propres figurent à l'actif pour le coût historique.

Une dépréciation est enregistrée lorsque ce coût est inférieur à la moyenne des cours de bourse du dernier mois précédant la clôture.

1.3 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable.

1.4 Primes de remboursement des obligations

Consécutivement à la modification du contrat d'émission initial des obligations intervenue le 16 mai 2003, l'emprunt obligataire n'est plus assorti d'une prime de remboursement.

1.5 Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée, si elle existe, au bilan en 'écart de conversion'. Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

1.6 Provisions pour risques

Ces provisions sont destinées à couvrir des risques et charges nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus ou en cours au 31 décembre 2017 rendent probables. Elles sont évaluées en fonction de l'estimation de sortie probable de ressources.

1.7 Indemnité de départ à la retraite

Conformément à l'option laissée par l'Article L 123-13 du Code de commerce, les engagements de retraite ne font pas l'objet d'une provision inscrite au passif du bilan mais sont mentionnés en engagements hors bilan.

Ils sont évalués suivant la méthode des unités de crédits projetées avec salaires de fin de carrière. Cette méthode considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue chacune de ces unités séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

	31/12/2017	31/12/2016
Age de retraite considéré (départ volontaire)	65	65
Taux d'actualisation des dettes à long terme	1,45%	1,50%
Taux de rotation jusqu'à 49 ans	20,00%	20,00%
Taux de rotation de 50 ans à 54 ans	15,00%	15,00%
Taux de rotation de 55 ans et plus	10,00%	10,00%
Taux annuel de progression des salaires	2,00%	2,00%
Taux de charges sociales (départs volontaires)	48,00%	48,00%
Table de mortalité Hommes	THV02	THV02
Table de mortalité Femmes	TFV02	TFV02

1.8 Emprunt obligataire

L'assemblée générale des porteurs de ces obligations du 28 avril 2003 et l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 16 mai 2003 ont approuvé les modifications du contrat d'émission de l'emprunt obligataire.

Ainsi, la nouvelle durée de l'emprunt a été fixée à 19 ans et 160 jours, soit une échéance de l'emprunt le 1er janvier 2020 pour un amortissement en totalité à l'échéance. Le taux nominal des intérêts annuels initialement fixé à 3 % a été ramené à 0,10 % l'an.

Le tableau présenté ci-après résume la situation au 31 décembre 2017 :

	01/01/2017	Variation		31/12/2017	Date limite des levées	Prix d'exercice	Effet dilutif
		Augmentation	Réduction				
Obligations convertibles en actions	14 108		0	14 108	01/01/2020	21,30 €/Oblig	0,16%

1.9 Intégration fiscale

Les sociétés UTI Group (tête de groupe), UTI Group. Rhône-alpes, UTIgroup. Est, ont opté pour l'intégration fiscale à compter du 1 janvier 2003 pour 5 ans. Les modalités de répartition de l'impôt calculé sur le résultat d'ensemble sont fondées sur le principe de la neutralité visant à replacer la société dans la situation qui aurait été la sienne si elle n'avait pas été membre du groupe intégré et était demeurée imposée distinctement. La convention prévoit par ailleurs qu'aucune indemnisation n'est due aux filiales en cas de sortie ou de cessation du groupe.

L'option pour l'intégration fiscale a été renouvelée par tacite reconduction le 1^{er} janvier 2013 pour 5 ans.

2°) FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS

Afin que le lecteur des comptes puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est donnée :

2.1 Contrôle fiscal

En 2011, la société UTI Group avait fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2008 et 2009.

Fin décembre 2014, l'Administration Fiscale avait rejeté le recours amiable de la société et mis en recouvrement les droits et pénalités de retard pour un montant de 1,3 M€. Une partie de ces redressements est contestée par la société.

Début 2015, l'administration a également rejeté la demande de remise gracieuse des amendes encourues et mis en recouvrement le montant de ces amendes dont le montant s'élevait à 2,3 M€. La société UTI Group avait engagé une procédure contentieuse et constaté une provision de 1,1 M€.

Courant 2017, la société a obtenu le dégrèvement total du montant des amendes et a donc repris la provision de 1,1 M€ devenue sans objet.

2.2 Renouvellement de la certification ISO 9001

La démarche qualité entreprise en février 2006, a conduit à l'obtention de la certification ISO 9001 version 2008 délivrée par l'AFAQ le 29/11/2006 pour l'Assistance Technique

Informatique.

L'ensemble du groupe est certifié.

En décembre 2016, cette certification a été renouvelée sous la nouvelle version de la norme. Ainsi, le groupe est certifié ISO 9001 version 2015 pour trois ans.

En octobre 2017, un audit de contrôle annuel a confirmé cette certification.

2.3 Augmentation de capital

Un salarié a exercé les 200 000 options d'actions au prix d'exercice de 0,54 € (Plan N° 6 du 03/11/2015) – Voir note 24°).

Il s'en suit une augmentation de capital de 40.000 € (200 000 actions * 0,20 € de valeur nominale) voir note 13°, et une prime d'émission de 68 000 € : soit 200 000 actions * 0,34 €.

2.4 Evènement postérieur à la clôture de l'exercice

Néant

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

3°) ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

3.1 Actif immobilisé

<u>Immobilisations - Valeurs Brutes</u>	01/01/2017	Acquisitions	Cessions et diminutions	31/12/2017
Autres poste d'immobilisations incorporelles	25 362 464	21 182		25 383 646
Immobilisations incorporelles	25 362 464	21 182	0	25 383 646
Constructions	0			0
Installations générales	290 639			290 639
Matériel de transport	42 097	15 293	33 894	23 495
Matériel de bureau et informatique	566 835	34 045		600 880
Immobilisations corporelles	899 571	49 338	33 894	915 015
Autres participations	4 818 116	0		4 818 116
Autres titres immobilisés	0			0
Prêts & Autres immobilisations financières	798 506	59 686	16 900	841 292
Immobilisations financières	5 616 622	59 686	16 900	5 659 408
	0			
TOTAUX	31 878 657	130 206	50 794	31 958 069

3.2 Titres de participation

L'estimation de la valeur d'utilité des titres de participation au 31/12/2017 selon les modalités définies au point 1.2 n'a pas conduit à revoir l'évaluation des titres de participation.

<u>Titres de participation (En €)</u>		31/12/2017	31/12/2016
UTI Group Rhône Alpes	Brut	3 163 413	3 163 413
	Dépréciation	-1 163 000	-1 163 000
	Valeur nette	2 000 413	2 000 413
UTI Group Est	Brut	1 654 703	1 654 703
	Dépréciation	-200 000	-200 000
	Valeur nette	1 454 703	1 454 703
TOTAL	Brut	4 818 116	4 818 116
	Dépréciation	-1 363 000	-1 363 000
	Valeur nette	3 455 116	3 455 116

3.3 Fonds de commerce

La méthode d'évaluation retenue pour la détermination de la juste valeur est celle de l'actualisation des cash-flows générés par l'activité sur les années futures (horizon retenu de 5 ans + projection de la valeur terminale à l'infini)

Le taux de croissance à long terme utilisé pour projeter à l'infini les flux de trésorerie de la dernière année estimée est fixé à 2% comme en 2016.

Le taux d'actualisation retenu en 2017 s'élève à 10,11% , contre 7,9 % fin 2016.

Les prévisions d'activité sont basées sur les budgets d'exploitation pour l'exercice 2017.

Compte tenu des hypothèses retenues, la réalisation de ces tests au titre de 2017 n'a pas conduit à la dépréciation du fonds de commerce d'UTI Group.

4°) ETAT DES AMORTISSEMENTS

<u>Amortissements</u>	01/01/2017	Dotation aux amortissements	Reprise	31/12/2017
Autres poste d'immobilisations incorporelles	363 921	9 050		372 971
Immobilisations incorporelles	363 921	9 050		372 971
Constructions	0			0
Installations générales	263 698	9 072		272 770
Matériel de transport	9 947	5 173	3 866	11 254
Matériel de bureau et informatique	515 208	28 843		544 051
Immobilisations corporelles	788 853	43 088	3 866	828 075
TOTAUX	1 152 774	52 138	3 866	1 201 046

5°) ETAT DES PROVISIONS

Provisions	01/01/2017	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Pour reconst°. gisements				
Pour investissement				
Pour hausse de prix				
Pour amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30				
Pour implantation CEE				
Pour implant. à l'étranger				
Prov. pr prêt d'installation				
Autres prov. réglementées				
Provisions réglementées				
Pour litiges	400 000	375 000	125 000	650 000
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marché à terme				
Pour amendes & pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions & obligations				
Pour impôts				
Pour risque client	0			0
Pour grosses réparations				
Pour chges social. et fisc. sur congés à				
Autres provisions	1 130 932		1 130 932	0
Prov. pr risques & charges	1 530 932	375 000	1 255 932	650 000
Immob. incorporelles	15 685 160			15 685 160
Immob. corporelles				
Immob. titres équivalence				
Immob titres de particip.	1 363 000			1 363 000
Immob. financières	0			0
Sur stocks et en-cours	0			
Sur comptes clients	119 904		6 086	113 818
Autres pour dépréciation	0			0
Prov. pour dépréciation	17 168 064	0	6 086	17 161 978
TOTAL GENERAL	18 698 996	375 000	1 262 018	17 811 978
dont dotations et - d'exploitation		375 000	131 086	
- financières		0	0	
- exceptionnelles		0	1 130 932	

- Les reprises de provisions pour risques et charges correspondent à une utilisation de 122 K€ sur l'exercice.

6°) ETAT DES ECHEANCES

Créances	Mont. brut	A 1 an au plus	Plus 1 an	
Créances rattachées à des participations				
Prêts	740 850	3 200	737 650	
Autres immobilisations financières *	100 443	14 549	85 894	
Clients douteux litigieux	136 759	136 759		
Autres créances clients	956 950	956 950		
Créances représ. de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés	0	0		
S.S. et autres organismes sociaux	100 087	100 087		
Impôt sur les bénéfices	590 752	590 752		
Taxe sur la valeur ajoutée	344 796	344 796		
Autres impôts, taxes et versements assimilés		0		
Divers				
Groupe et associés	0	0		
Débiteurs divers	318 346	318 346		
Charges constatées d'avance	176 943	176 943		
Etat des créances	3 465 926	2 642 382	823 544	
Prêts accordés en cours d'exercice	18 700			
Remboursements obtenus en cours d'exercice	-16 900			
Prêts et avances consentis aux associés	0			
* Dont Actions propres pour 14 549 €				
Dettes	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an	A plus de 5 ans
Emp. oblig. convertibles	300 500		300 500	
Autres emprunts obligataires				
Emp. & det. auprès ets de crédit				
à 1 an max. à l'origine				
à plus de 1 an à l'origine	274 793	274 793		
Emprunts et dettes financ. divers	298 496	298 496		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 062 890	2 062 890		
Personnel et comptes rattachés	857 220	857 220		
S.S. et autres organismes sociaux	1 198 077	1 198 077		
Etats et autres collect. publiques				
Impôts sur les bénéfices	0	0		
Taxe sur valeur ajoutée	1 298 462	1 298 462	0	
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	255 278	255 278		
Dettes sur immob. et cptes ratt.	0	0		
Groupe et associés **	1 998 522	1 998 522		
Autres dettes	350 120	350 120		
Dettes représ. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	0	0		
Etats des dettes	8 894 359	8 593 859	300 500	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice	20 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice (y compris conversion)	-2 477			
** Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	1 112 667			

Le montant des créances clients cédées et garanties par le factor s'élève à 4 742 310 € au 31 décembre 2017 contre 4 221 407 € au 31 décembre 2016

7°) ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan	Concernant les entreprises		Dettes ou créances représ. par des effets de commerce
	Liées	Avec un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avces & acptes sur immob. incorporelles			
Avces & acptes sur immob.			
Participations	4 818 116		
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avces et acptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	137 286		
Autres créances	50 365		
Capital souscrit appelé non versé			
Valeurs mobilières placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emp. & dettes auprès des ét. de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	885 855		
Avces et acptes reçus sur cdes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	71 351		
Dettes fiscales et sociales	0		
Dettes sur immob. et cptes rattachés			
Autres dettes			
	31/12/2017	31/12/2016	
Charges financières concernant les entreprises liées (intérêts) :	12 385	10 716	
Produits financiers concernant les entreprises liées (dividendes) :	370 770	358 741	
Charges d'exploitation concernant les entreprises liées :	790 614	833 674	
Produits d'exploitation concernant les entreprises liées :	185 670	130 451	

8°) FONDS COMMERCIAL

	31/12/2017	31/12/2016
Eléments achetés	901 972	901 972
Eléments reçus en apport (net de provision)	24 092 188	24 092 188
Provisions constatées	-15 685 160	-15 685 160
TOTAL	9 309 000	9 309 000

9°) PRODUITS A RECEVOIR

	31/12/2017	31/12/2016
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	11 052	38 204
Autres créances	0	20 590
Disponibilités		
TOTAL	11 052	58 794

10°) CHARGES A PAYER

	31/12/2017	31/12/2016
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	84 127	87 096
Emprunts et dettes financières divers	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	288 054	289 564
Dettes fiscales et sociales	1 483 918	1 332 719
Autres dettes	240 463	243 024
TOTAL	2 096 562	1 952 403

11°) CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	31/12/2017		31/12/2016	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Charges/produits d'exploitation	176 943	0	173 003	32 245
Charges/produits financiers				
Charges/produits exceptionnels				
TOTAL	176 943	0	173 003	32 245
Charges constatées d'avance :				
Loyer	95 000		95 000	
Publicité	27 000		13 000	
Locations mobilières	43 000		50 000	
Divers	11 943		15 003	
Produits constatés d'avance :				
Maintenances informatiques		0		0
Contrats en régie forfaitée		0		32 245
Divers		0		0
TOTAL	176 943	0	173 003	32 245

12°) DETAIL DES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Natures des charges exceptionnelles	31/12/2017	31/12/2016
Dépréciation du fonds de commerce	0	0
Dotation provision pour charges	0	0
VNC des éléments d'actifs corporels, incorporels cédés	28 102	697 505
Divers	4 406	1 532
TOTAL	32 509	699 037

Natures des produits exceptionnels	31/12/2017	31/12/2016
Rachat d'Obligations Convertibles	0	0
Produits de cession d'éléments d'actif	50 700	349 414
Reprise provision pour charges	1 130 932	533 328
Divers	0	0
TOTAL	1 181 632	882 742

13°) COMPOSITION DU CAPITAL

	01/01/2017	Variation		31/12/2017
		Augmentation	Réduction	
Actions	8 658 736	200 000		8 858 736
Nombre de titres	8 658 736	200 000	0	8 858 736
Nominal	0,20	0,20		0,20
Capital en euro	1 731 747	40 000	0	1 771 747

14°) ACTIONS PROPRES

Au 31 décembre 2017, la société UTIgroup possédait :

Autres immobilisations financières (en nombre d'actions)	31/12/2017	31/12/2016
Détentions à l'ouverture	26 813	571 051
Achats d'actions	0	46 348
Ventes d'actions	0	590 586
Détention à la clôture	26 813	26 813
CONTRAT DE LIQUIDITE (en nombre d'actions)	31/12/2017	31/12/2016
Détentions à l'ouverture	21 132	3 464
Achats d'actions		
Contrat de liquidité - ODDO	234 512	145 056
Ventes d'actions	236 784	127 388
Détention à la clôture	18 860	21 132
Détention totale à la clôture	45 673	47 945
Pourcentage détenu en autocontrôle	0,5%	0,6%

26 813 de ses propres actions pour 15 K€, comptabilisées en « autres immobilisations financières »;

18 860 actions dans le cadre du contrat de liquidité permettant la régulation du cours de bourse pour 20 K€ (au cours moyen de décembre 2017 = 1,03), comptabilisées en valeurs mobilières de placement.

L'ensemble de ces actions propres ne font l'objet d'aucune dépréciation à la clôture de l'exercice.

15°) VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Chiffre d'affaires 2017	France	Export	TOTAL	%
Vente de marchandises	0		0	
Prestation de services	16 073 569	11 349	16 084 918	67,4%
Prestation de services régie forfaitée	968 081		968 081	4,1%
Prestation de services sous traitance	6 231 412		6 231 412	26,1%
Prestation de services maintenance	383 058		383 058	1,6%
Prestation de services formation	22 158		22 158	0,1%
Activités annexes	187 804		187 804	0,8%
TOTAL	23 866 081	11 349	23 877 430	100,0%

Chiffre d'affaires 2016	France	Export	TOTAL	%
Vente de marchandises	0		0	
Prestation de services	11 996 582	11 186	12 007 767	49,3%
Prestation de services régie forfaitée	2 915 431		2 915 431	12,0%
Prestation de services sous traitance	8 996 526		8 996 526	36,9%
Prestation de services maintenance	423 881		423 881	1,7%
Prestation de services formation	11 920		11 920	0,0%
Activités annexes	141		141	0,0%
TOTAL	24 344 481	11 186	24 355 666	100,0%

Dont entreprises liées	31/12/2017	31/12/2016
UTI GROUP EST	101 117	76 480
UTI GROUP RHONE ALPES	84 553	53 971
TOTAL	185 670	130 451

Le chiffre d'affaires à l'Export est réalisé en Europe.

16°) AUTRES PRODUITS

	31/12/2017	31/12/2016
Solde créances clients	27 978	0
Solde dettes fournisseurs	37 465	26 636
Divers	3 743	48
TOTAL Autres Produits	69 186	26 684

17°) VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

	31/12/2017	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat net après impôt
Résultat courant avant impôt		-247 849		-247 849
Résultat exceptionnel		1 149 123	0	1 149 123
Produit d'Impôt société filiale		0	161 620	161 620
Résultat de l'exercice		901 275	161 620	1 062 895

	31/12/2016	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat net après impôt
Résultat courant avant impôt		998 736	-586 241	412 495
Résultat exceptionnel		183 705	0	183 705
Produit d'Impôt société filiale		0	130 463	130 463
Résultat de l'exercice		1 182 441	-455 778	726 663

Produit d'Impôt sur les Sociétés	31/12/2017	31/12/2016
UTI GROUP RHONE ALPES	39 023	26 396
UTI GROUP EST	122 597	104 067
TOTAL	161 620	130 463

Le produit d'impôt constaté en compte de résultat pour 162 K€ en 2017 et 130 K€ en 2016 correspond à l'impôt sur les Sociétés de UTI GROUP RHONE ALPES et UTI GROUP EST neutralisé par l'intégration fiscale du groupe. L'économie d'impôt est comptabilisée dans les comptes de la société mère de l'intégration fiscale.

La société a généré un déficit fiscal au 31 décembre 2017 de : 621 274 € qui sera utilisable pour le groupe UTI GROUP.

18°) CREDIT BAIL

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	De l'exercice	cumulées	Jusqu'à 1 an	plus de 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total à payer	
Terrain							
Construction							
Installations matériel							
Autres immobilisations corporelles (*)	90 932	232 767	85 254	195 371	0	280 624	70 568
Immobilisations en cours							
TOTAUX	90 932	232 767	85 254	195 371	0	280 624	70 568

(*) : Location avec Option d'achat (LOA)

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

19°) ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements donnés	31/12/2017	31/12/2016
Effets escomptés non échus	0	0
Engagement en matière de retraite	451 729	410 097
<u>Autres engagements donnés :</u>		
Baux immobiliers (1)	1 873 182	2 209 681
Baux mobiliers	199 287	214 073
TOTAL	2 524 197	2 833 851
Dont concernant :		
Les dirigeants		
Les filiales		
Les participations		
Les autres entreprises liées		
Les engagements assortis de sûretés réelles		

(1) : Nouveau Bail immobilier à compter du 1^{er} janvier 2014 et engagement évalué sur 9 ans soit jusqu'au 31/12/2023. Possibilité de délivrer congé par acte extra judiciaire au terme de la deuxième période triennale soit le 31/12/2019, avec le respect d'un préavis de 6 mois.

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation.

Les transactions et soldes entre les entités du Groupe et les sociétés associées sont susceptibles de concerner les sociétés ou personnes suivantes :

- Société LAW INFORMATIQUE :
 - o convention d'animation du Groupe pour la gestion de l'animation de l'ensemble des entités a été suspendue en 2017, elle était de 517 K€ au 31/12/2016.
 - o Les soldes clients sont de 0 K€ au 31/12/2017 contre 232 K€ au 31/12/2016.
- Christian AUMARD : avance en compte courant 1 016 K€

20°) ACCROISSEMENT ET ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

Le décalage entre le régime fiscal et le traitement comptable des différentes opérations est susceptible de modifier la dette future d'impôt de la façon suivante :

- Réintégration à venir sur les exercices futurs : aucune
- Déductions à venir sur les exercices futurs :
 - Contribution sociale de solidarité : 6 291 € en 2017 et 8 735 € en 2016

La société n'a pas de déficit propre ils sont utilisés dans le cadre de l'intégration fiscale.

Le montant des déficits fiscaux du groupe s'élève à 136 414 €.

21°) REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Rémunérations allouées aux membres :	31/12/2017	31/12/2016
Des organes d'administration et de Direction (*)	480 357	59 358
Des organes de surveillance	-	-
TOTAL	480 357	59 358

(*) = Avantages en nature inclus

La société n'a pas pris d'engagement de retraite pour ses dirigeants

A la suite d'une réorganisation, une partie des dirigeants est directement rémunérée par UTIGroup.

22°) EFFECTIF MOYEN

Effectif salarié moyen	2 017	2 016
Cadres	195	187
ETAM	5	4
TOTAL	200	191
Effectif au 31 décembre	210	183
CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi)	186 731	173 749

Au cours de l'exercice, le CICE a permis de maintenir l'emploi dans un contexte économique tendu

23°) LISTES DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Informations financières	Capital	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus Brut	Valeur comptable des titres détenus Nette
--------------------------	---------	---------------------	---	---	--

**Renseignements détaillés sur
chaques titres dont la valeur
brute excède 1% du capital de la
société**

1. Filiales (plus 50 % du capital
détenu) :

UTIgroup.Est	38 600	359 367	100,00%	1 654 703	1 454 703
UTIgroup.Rhone-Alpes	160 000	385 186	100,00%	3 163 413	2 000 413

2. Participations (entre 10 et 50%
du capital détenu) :

NEANT

Informations financières	Avances reçues par la société et non encore remboursées	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
--------------------------	--	--	---	---	--

**Renseignements détaillés sur
chaques titres dont la valeur
brute excède 1% du capital de la
société**

1. Filiales (plus 50 % du capital
détenu) :

UTIgroup.Est	455 506	NEANT	2 439 094	312 868	268 270
UTIgroup.Rhone-Alpes	400 000	NEANT	2 737 707	140 368	102 500

2. Participations (entre 10 et 50%
du capital détenu) :

NEANT

24°) PLAN DE STOCK OPTIONS

INFORMATION SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTION								
Plan autorisé par l'assemblée générale du 03/11/2015								
Date du Conseil	Quantité attribuée	Prix de souscription	Qualité des souscripteurs	Point départ d'exercice des	Options exercées	Options annulées	Options restantes	Date limite de levées
Plan n° 6 du 03/11/2015	400 000	0,54 euros	3 Salariés	03/12/2016	200 000		200 000	02-nov-20
TOTAL	400 000				200 000	0	200 000	

25°) PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE

31 décembre 2017

Origines

Report à nouveau	0,00
Résultat de l'exercice	1 062 894,62
Prélèvement sur les réserves	
Autres origines	

Affectations

Affectations aux réserves :

Réserve légale	4 000,00
Réserve spéciale des plus-values à	
Autres réserves	

Dividendes

Autres répartitions

Report à nouveau 1 058 894,62

TOTAL GENERAL 1 062 894,62 1 062 894,62

L'assemblée générale des actionnaires restant souveraine.

26°) EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

En euros	01/01/2017	Affectation du résultat 2016	31/12/2017
Capital	1 731 747	40 000	1 771 747
Primes	2 632 446	68 000	2 700 446
Réserves	173 175		173 175
Report à nouveau	614 038	726 663	1 340 701
Résultat N-1	726 663	-726 663	0
Résultat N	0		1 062 895
Capitaux propres	5 878 069	108 000	7 048 963

27°) IDENTITE DE LA SOCIETE MERE

LAW INFORMATIQUE SA détient 55,5 % du capital et 70,7 % des droits de vote.

LAW INFORMATIQUE SA

68, rue de Villiers

92 532 LEVALLOIS PERRET

RCS NANTERRE 392 091 773